

Exposé à l'occasion de la conférence de presse de présentation du rapport sur les répercussions de la libre circulation des personnes sur le marché du travail suisse et les prestations sociales / Berne, le 4 juillet 2023.

«La libre-circulation des personnes avec l'UE nous apporte prospérité, richesse et qualité de vie»

Roland A. Müller, Directeur de l'Union patronale suisse

La parole fait foi

Depuis la levée des principales mesures de protection contre le coronavirus, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée a pris des proportions historiques en Suisse. Elle est la conséquence de l'évolution démographique et d'une forte hausse de l'emploi. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que la demande de main-d'œuvre en provenance des États pays de l'UE et de l'AELE a été plus forte en 2022 que les années précédentes. Il ne faut d'ailleurs pas s'attendre à voir cette pénurie de main-d'œuvre s'atténuer à l'avenir malgré le ralentissement de la conjoncture. Il existe trois options pour y faire face: mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre intérieure, recruter à l'étranger ou compenser les emplois à l'aide de l'automatisation et de la numérisation.

Le dix-neuvième rapport de l'observatoire du Seco se penche sur les vingt années écoulées depuis l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes en 2002. Les faits témoignent une fois de plus de l'importance de l'immigration européenne pour l'économie Suisse. Voyons ces enseignements plus en détail.

Emplois de qualité et prospérité grâce à un régime d'immigration équilibré

Au cours des deux décennies écoulées depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes (LCP), le PIB par habitant a globalement augmenté de près de vingt pour cent. Les gains de productivité ainsi réalisés se sont traduits par une hausse substantielle des salaires. Les salaires réels ont en effet progressé de 0,5 pour cent par an en moyenne sur cette période. Cette forte croissance économique a été possible grâce à un marché du travail ouvert et libéral. La participation au marché du travail a ainsi augmenté de 1,1 pour cent en moyenne entre 2002 et 2022. Des ressortissants étrangers ont contribué à 65 pour cent à pourvoir les emplois supplémentaires contre 35 pour cent de Suisses. La proportion relativement faible de citoyens suisses s'explique d'une part par l'évolution démographique et de l'autre par l'exploitation insuffisante du potentiel de main-d'œuvre intérieure comme par exemple celui des mères.

L'aspect positif, c'est que le taux d'activité des femmes a augmenté de près de six pour cent ces vingt dernières années mais elles sont toujours trop nombreuses à travailler à temps partiel avec de faibles taux d'occupation. L'immigration en provenance des pays de l'UE et de l'AELE, fortement axée sur le marché du travail et finement ajustée pour celui-ci, a été un puissant moteur de la participation à l'emploi des ressortissant étrangers. Aussi bien les femmes que les hommes venus de ces États ont un taux d'activité supérieur à la moyenne en comparaison avec la population globale.

C'est principalement en termes de salaires que se ressent vraiment l'avantage d'une économie prospère pour l'individu. L'évolution des salaires à long terme s'avère extrêmement positive dans l'ensemble. Non seulement, les salaires effectifs ont significativement augmenté pendant ces années mais aussi bien une baisse de la croissance salariale pour les faibles revenus qu'un élargissement de la fourchette des salaires ont aussi pu être évités dans une large mesure. Au contraire, la proportion de personnes dans la catégorie des bas salaires a même été plus faible en 2022 qu'en 2002 encore.

Le niveau du chômage est conjoncturel, ce qui n'a rien de surprenant. Il faut cependant souligner que l'instauration de la LCP n'a pas engendré de tendance à la hausse de ces deux paramètres. C'est là un

fort indice que les personnes issues de l'UE et des pays de l'AELE ne s'installent en Suisse que si un emploi va de pair. Là encore, rien de nouveau. Au contraire: cette situation n'a guère changé depuis que la LCP est en vigueur.

Le fort rapport au marché du travail de l'immigration en provenance des États de l'UE et de l'AELE est mis en évidence par la corrélation négative entre le taux de demandeuses/demandeurs d'emploi et le nombre des immigrant-e-s en provenance des États de l'UE et de l'AELE. Pour simplifier, les immigrant-e-s provenant des États de l'UE et de l'AELE ont été particulièrement nombreux lorsque le taux de demandeuses/demandeurs d'emplois était faible et la demande de main-d'œuvre forte et vice-versa.

Grâce à la LCP, la Suisse est dans une position très confortable: ses entreprises peuvent recruter par un ajustage fin dans un pool de main-d'œuvre étrangère les personnes dont le nombre et les qualifications sont inexistantes ou insuffisants. En période de difficultés économiques, les taux d'immigration se réajustent aussi à la baisse.

L'immigration lubrifie les rouages de la mutation structurelle de l'économie

Ces vingt dernières années, le marché du travail suisse a connu une mutation structurelle considérable en faveur d'emplois aux activités hautement qualifiées et d'une forte valeur ajoutée en conséquence. Avec la seule main-d'œuvre nationale, cette évolution n'aurait guère été possible. Notre pays a manqué de personnel hautement qualifié pendant de nombreuses années. Or comme le niveau de qualification de la population suisse ne cesse d'augmenter, nous manquons aussi de plus en plus de main-d'œuvre à profils de qualification faibles et moyens. Là encore, l'immigration grâce à la LCP est cruciale pour le pourvoi de ces postes.

Il découle de ces enseignements que la mutation structurelle de l'économie suisse en direction d'activités à forte valeur ajoutée n'aurait été possible que dans des proportions beaucoup plus faibles, voire même pas du tout possible. La mutation structurelle a d'ailleurs fait ses preuves en augmentant notamment la résistance aux chocs économiques grâce à une large diversification des secteurs économiques et des activités.

La concurrence pour la main d'œuvre s'intensifie dans le monde entier

Le manque de main-d'œuvre qui se profile pour l'économie suisse suscite un large consensus. Tout en plus l'ampleur varie en fonction des modélisations. Les scénarios d'évolution démographique de l'OFS démontrent en effet clairement que la croissance future de la population active sera encore plus fortement tributaire de l'immigration que par le passé. Mais comme, a fortiori, les États de l'UE et de l'AELE sont eux aussi confrontés à la baisse des effectifs de personnes en âge de travailler, le recrutement de personnel devrait devenir de plus en plus difficile dans ces pays. Les populations totales de l'Allemagne et de l'Italie, deux pays voisins, démontrent ainsi que la croissance démographique naturelle qui est négative ne peut être compensée que grâce à l'immigration. Au Portugal, en Hongrie et en Roumanie, par exemple, la population diminue d'ores et déjà. En termes de recrutement à l'étranger, la Suisse a pour atout de conserver son attrait pour la main-d'œuvre étrangère potentielle grâce à son site particulièrement attractif.

Seule la préservation de la LCP contribuera à pérenniser la prospérité.

Nous savons depuis longtemps que la disponibilité de main-d'œuvre en général et de main-d'œuvre qualifiée en particulier est de loin le facteur le plus important du site pour attirer des entreprises et les fidéliser. La main-d'œuvre hautement qualifiée y joue aussi un rôle crucial. C'est justement cette disponibilité qui a incité de nombreuses entreprises de renom à s'installer en Suisse par le passé.

Les emplois, souvent de haute qualité, ne profitent donc pas seulement aux travailleuses et travailleurs immigrés mais aussi, dans une plus large mesure, à la population locale. Celle-ci en profite à deux égards: un haut niveau de vie sous la forme de salaires élevés et d'une bonne qualité de vie mais aussi le développement d'emplois de haute qualité. Les qualifications qui sont dans l'ensemble meilleures qu'en 2002 peuvent être mieux valorisées sur le marché du travail.

Ces aspects sont régulièrement remis en cause par des cercles hostiles à l'immigration depuis l'entrée en vigueur de la LCP en 2002. L'initiative de durabilité de l'Union démocratique du centre en est le dernier exemple en date. Elle n'apporte aucune réponse à la question de savoir comment pallier à la forte

pénurie de main-d'œuvre à venir sans la LCP. Elle s'oppose aussi essentiellement aux mesures visant à mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre intérieure.

Depuis maintenant vingt ans, nul autre accord est aussi méticuleusement scruté chaque année que la LCP avec ses répercussions sur le marché du travail et les assurances sociales suisses. Les faits sont implacables et les résultats se résument en quelques mots: l'accord de libre-circulation des personnes avec l'UE apporte prospérité, richesse et qualité de vie à la Suisse. On ne rappellera jamais assez cette réalité au peuple électeur suisse.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS:

Roland A. Müller

Directeur

Tél. +41 31 350 52 29, roland.mueller@arbeitgeber.ch

Simon Wey

Économiste en chef

Tél. +41 31 350 73 17, wey@arbeitgeber.ch

L'Union patronale suisse (UPS) est la voix des employeurs vis-à-vis de l'économie, de la politique et du public depuis 1908. En sa qualité d'organisation faîtière de l'économie suisse, elle réunit près de 90 organisations patronales régionales et sectorielles ainsi que certaines entreprises isolées. Elle représente globalement plus de 100 000 petites, moyennes et grandes entreprises employant plus de deux millions de personnes dans tous les secteurs économiques. L'UPS s'engage pour une économie forte et la prospérité de la Suisse. Son expertise est reconnue, notamment dans les domaines du marché du travail, de la formation et de la politique sociale. L'association est dirigée par Roland A. Müller, directeur et présidée par Severin Moser.